

# Rencontres entre partis politiques

## PRENDRE LES CHOSES EN MAIN

*C'est vraisemblablement dans un terrain neutre (l'hôtel Halima) que l'UDP, laquelle se devait d'organiser cette rencontre, a tenu à réunir les 23 partis politiques signataires du Procès verbal de la réunion qui avait eu lieu le 14 novembre au siège du Front Populaire. Ces formations politiques sont l'APP, le FP, le PAD, le PJG, le PLDM, le PMR, le PMRC, le PTM, le PTUN, le PUDS, le RD, le RDU, le RNLDJ, le Sawab, le RFD, l'UND, l'UDP, l'UFP, l'UNDD, l'UPC, l'UPSD, l'UDS, et le PCD (parti pour la coopération et la démocratie, à ne pas confondre avec l'autre PCD). A l'appel, seuls manquaient le PRDS, frappé à nouveau ce vendredi d'une autre mesure de suspension et le RDU qui aurait prétexté que cette rencontre vient trop tard et que chaque parti devrait utiliser ses canaux propres pour faire parvenir au CMJD ou au Gouvernement les doléances, remarques ou recommandations qu'il aura à faire.*

*C'est à 17H, ce samedi, dans la salle des conférences de l'hôtel Halima, que la rencontre démarre, sous la présidence de M. Chbih Ould Cheikh Melainine qui reviendra sur les points discutés lors de la précédente réunion et les conclusions arrêtées. Chaque représentant de parti politique prendra la parole pour donner son avis sur le procès verbal de la réunion du 14 novembre notamment sur les points relatifs au processus démocratique (mode de scrutin, bulletin unique, dépouillement, candidatures indépendantes, nomadisme politique, place de la société civile), mais également relatifs au renforcement des outils de la transition.*

### Le PLEJ et le G7 font le trouble-fête

**A** lors qu'au cours de la première réunion au siège du FP, le Bloc des Partis pour le Changement, constitué de sept partis, ironiquement appelé (G7), dirigés par le doyen du PLEJ, M. Ba Mamadou Alassane avait boycotté la rencontre parce que la présidence de la séance ne leur a pas été donnée, les voilà revenir pour tenter de rattraper le train en marche cette fois-ci à l'hôtel Halima où le leader du PLEJ nous expliquera que "ce boycott avait été mal compris et que

les uns et les autres doivent coordonner leur action en cette période de transition."

**Peu pour longtemps car, très vite M. Ba Mamadou Alassane et son G7 tomberont dans la même erreur en boycottant cette deuxième rencontre sous prétextant qu'aucun point de leur plate-forme (à base de questions d'esclavage, de déportés et autre passif humanitaire) ne figure dans l'ordre du jour réservé à la lecture et la correction du PV de la précédente réunion. Cet ordre du jour ou plutôt ce PV porte sur deux questions essentielles, à savoir le processus démocratique et**

*Suite en page 5*

## Rencontres entre partis politiques

# PRENDRE LES CHOSES EN MAIN

le renforcement des outils de la transition. Le PLEJ et son Bloc de Partis sont-ils venus jouer les trouble-fête et signer pour la seconde fois, un infantilisme politique qui risque de leur être fatal dans cette phase de transition démocratique ?

Cela est d'autant plus vrai que, depuis les journées nationales de concertation et leurs résultats positifs qui en ont découlé, l'on constate en effet, qu'il y a un véritable début d'entente et de coordination entre les partis politiques lesquels semblent enfin comprendre le rôle qu'ils doivent jouer en tant que formations politiques ayant des programmes et non pas des partis basés sur le tribalisme ou le régionalisme. Surtout que l'implication de la société civile dans le processus démocratique a failli noyauter la classe politique qui s'est, tout d'un coup trouvée devant un nouveau protagoniste que les nouvelles autorités publiques invitent à ses côtés à chaque fois qu'il s'agit d'examiner une question nationale. Certains partis politiques y voient d'ailleurs une volonté délibérée de minimiser, sinon de noyer leur mission en tant qu'acteurs politiques. Or, les ONG et les associations de la société civile sont d'abord apolitiques, à but non lucratif et ont pour mission de travailler dans le développement communautaire. En les invitant à participer activement dans cette période de transition démocratique, le CMJD et

le Gouvernement entendent surtout leur expliquer les objectifs du changement du 3 août afin qu'à leur tour les organisations de la société civile, plus proches du citoyen lambda transmettent le message. La confusion qui aura régné dans cette concertation portes ouvertes a semé l'amalgame aux yeux de certains et il fallait redéfinir le rôle des partis politiques et celui de la société civile. Car, c'est aux partis politiques de prendre le relais pour mener à bien le processus démocratique suivant les objectifs du CMJD. D'ailleurs, la place de la société civile dans le jeu politique fera l'objet d'une remarque dans le Procès verbal de cette première réunion, les formations politiques soulevant qu'elle est en passe de faire de l'ombre à leur activité naturelle de partis politiques.

### Les partis politiques veulent occuper la scène

Passé cet incident, la réunion devait permettre aux représentants des partis de décortiquer ce procès-verbal de la première réunion qui leur sera distribué. Visiblement, dans ce PV, les partis politiques semblaient avoir largement convenu sur les points discutés. Ainsi, ils auront insisté sur l'application systématique de la proportionnelle intégrale dans les prochaines élections municipales afin

que les élections législatives qui viennent avec, puissent connaître une application de la proportionnelle sur au moins 50% des sièges, la proportionnelle étant aux yeux des partis une garantie des représentativités plurielles des opinions et un garde fou contre les velléités tyranniques d'un exécutif dont les pouvoirs sont exorbitants. Une forte majorité se dégagera en faveur de la suppression du Sénat, le nombre de sièges de l'Assemblée devant être augmenté sur la base d'un quotient électoral n'excédant pas 15.000 habitants pour une plus large représentativité de la population.

De même qu'au sujet du bulletin unique, les partis opteront pour son institution car ils y voient le mode le mieux adapté au pays, économiquement le moins coûteux et surtout une garantie de la transparence puisqu'il permet de lutter contre la pression, l'achat des voix et la fraude. Il en va de même pour le nomadisme politique sur lequel tous les partis conviendront de réclamer l'interdiction systématique, car, souligneront-ils, le mandat électif est un mandat partisan et il ne saurait souffrir de la démission d'un élu qui s'était présenté sur la liste d'un parti et qui, une fois gagnant, se taille avec pour des raisons opportunistes.

Les débats porteront aussi sur les candidatures indépendantes, jugées négatives, étant donné que l'appartenan-

ce à un parti n'est interdite à personne et peut servir de rempart contre le tribalisme. L'UDP estimera que, même si l'on peut autoriser les candidatures indépendantes à Nouakchott et Nouadhibou, il ne faudrait pas en faire autant pour l'intérieur du pays, les pressions tribales pouvant fausser le jeu démocratique. Au cours de cette réunion, les partis politiques, tout en restant attachés à l'esprit et à la lettre des objectifs du CMJD, seront unanimes à réclamer une amélioration palpable des méthodes de concertation entre eux et les Commissions interministérielles auxquelles ils feront parvenir, dès la signature du Procès verbal final de ces réunions internes de concertation, leurs desiderata pour qu'ils soient pris en considération dans le cadre du processus démocratique et apparaissent dans les rapports élaborées par celles-ci. Même si, comme le souligneront certains, il ne s'agit pas de revenir sur ce qui a l'unanimité lors des Journées Nationales de Concertation, puisque cela serait inutile, il faut noter que ces rencontres dénotent d'une meilleure compréhension du rôle à jouer dans cette période de la transition et d'un véritable début de prise en main de la scène politique pour connecter leurs partis politiques aux citoyens qui sont la base et vers lesquels ils se tourneront sous peu pour solliciter leurs voix.

Mais autant cette remise à niveau était nécessaire, autant elle restera difficile à réaliser tant que des formations politiques se complairont à quitter la chaussée pour une raison ou une autre.